



**PRÉFET
DE LA HAUTE-VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité inter-départementale de la Corrèze, de la Creuse et de
la Haute-Vienne
22, rue des Pénitents Blancs
87 039 Limoges

Limoges, le 11/07/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/06/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

LIMOGES CENTRE ÉNERGIES SERVICES rue de l'Hôpital (Chaufferie centre-ville Mairie Limoges)

18, Rue Thomas EDISON

—

33 610 CANEJAN

Références : UiD 87 2025-158

Code AIOT : 0100041879

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/06/2025 dans l'établissement LIMOGES CENTRE ÉNERGIES SERVICES rue de l'Hôpital (Chaufferie centre-ville Mairie Limoges) implanté Ancienne rue de l'Hôpital / Rue Louis Longequeue / Esplanade Blanqui 87 000 LIMOGES. L'inspection a été annoncée le 13/06/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Transmission par l'APAVE aux services préfectoraux du retard de demande écrite de contrôle complémentaire concernant le site RCHVL LIMOGES

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- LIMOGES CENTRE ÉNERGIES SERVICES rue de l'Hôpital (Chaufferie centre-ville Mairie Limoges)
- Ancienne rue de l'Hôpital / Rue Louis Longequeue / Esplanade Blanqui 87 000 LIMOGES
- Code AIOT : 0100041879
- Régime : Déclaration avec contrôle périodique
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site est constitué d'une chaufferie en sous-sol située à proximité de la mairie de Limoges et constituée de 3 chaudières fonctionnant au gaz naturel.

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste

Thèmes de l'inspection :

- AN25 Combustion
- AN25 Étiquetage biocides
- ATEX
- BIOCIDES
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

À chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Réalisation du contrôle périodique complémentaire	Code de l'environnement du 24/06/2025, article Article R. 512-59-1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Périmètre ICPE	Autre du 26/01/2025	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le contrôle périodique APAVE du 14/12/2023 a porté sur l'ancien périmètre des installations exploité sous le récépissé du 04/04/1996.

L'APAVE a produit une version N°1 de son rapport de contrôle périodique.

Le 26/01/2024 a eu lieu un changement d'exploitant avec modification partielle du périmètre d'exploitation et porté à connaissance de l'Administration.

L'APAVE a produit une version N°2 de son rapport de contrôle périodique qui, semble-t-il, n'a pas été transmis à la Préfecture de Haute-Vienne.

Par ailleurs, en interne à la société ENGIE qui exploite cette chaufferie, un congé maladie longue durée d'un référent et une modification suivie d'une reprise de l'organisation interne seraient à l'origine du non-solde de l'affaire.

La visite d'inspection a permis de clarifier les actions restant à mener tant d'un point de vue administratif (demande d'antériorité au titre de la rubrique 2910-A-1) que technique (levée des ANC) ainsi que faire repasser l'organisme vérificateur pour effectuer le contrôle périodique complémentaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Réalisation du contrôle périodique complémentaire

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/06/2025, article Article R. 512-59-1
Thème(s) : Situation administrative, Article R. 512-59-1
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Lorsque le rapport de visite mentionné à l'article R. 512-59 fait apparaître des non-conformités majeures telles que définies à l'article R. 512-58, l'exploitant adresse à l'organisme de contrôle par écrit et dans les trois mois qui suivent la réception du rapport de visite un échéancier des dispositions qu'il entend prendre pour y remédier.</p> <p>Après avoir pris les dispositions nécessaires pour remédier à ces non-conformités et dans un délai maximal d'un an à compter de la réception du rapport de visite, l'exploitant adresse une demande écrite à l'organisme agréé qui a réalisé le contrôle initial pour que soit réalisé un contrôle complémentaire ne portant que sur les prescriptions dont la méconnaissance a entraîné des non-conformités majeures.</p> <p>Ce contrôle complémentaire est effectué au plus tard dans les deux mois qui suivent la date de la demande de l'exploitant. L'organisme agréé adresse à l'exploitant un rapport complémentaire à son rapport de visite initial dans un délai d'un mois après la visite.</p> <p>L'organisme agréé informe le préfet et l'inspection des installations classées compétente de l'existence de non-conformités majeures dans un délai d'un mois à compter de la constatation d'un des cas suivants :</p> <p>1° S'il n'a pas reçu l'échéancier de mise en conformité de l'exploitant dans le délai prévu au premier alinéa ;</p> <p>2° S'il n'a pas reçu de demande écrite de contrôle complémentaire de l'exploitant dans le délai prévu au deuxième alinéa ;</p> <p>3° Si le contrôle complémentaire a fait apparaître que des non-conformités majeures persistent.</p> <p>Dans ce cas, le délai d'un mois court à compter de l'envoi du rapport complémentaire à l'exploitant.</p> <p>Cette information comprend l'envoi, selon le cas, d'un extrait du rapport de visite initial mentionnant les non-conformités majeures, de l'échéancier de mise en conformité ou d'une copie du rapport complémentaire.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le contrôle périodique du 14/12/2023 version N°1 sur l'ancien périmètre des installations déclarées dans le récépissé du 04/04/1996.</p> <p>Ce premier rapport de l'APAVE comprenait 6 NCM (Non Conformité Majeure) et 20 ANC (Autre Non Conformité).</p> <p>La visite d'inspection a permis à l'exploitant de retrouver un rapport APAVE corrigé en version N°2 en date du 18/01/2024 qui a été transmis par courriel du 25/06/2025 à l'Inspection des Installations classées.</p> <p>De ce second rapport qui avait été transmis à l'exploitant mais, semble-t-il, ne l'avait pas été aux services préfectoraux ni à l'Inspection des Installations classées, fait ressortir 2 NCM et 10 ANC.</p> <p>Concernant les NCM restantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• NCM 1 – La centrale incendie était en dysfonctionnement lors du contrôle périodique de décembre 2023. Elle a été remise en état entièrement en mai 2024.• NCM 2 – Il était considéré que la déclaration de changement d'exploitant réalisée le 26/01/2024 allait permettre d'apporter les clarifications attendues pour lever cette NCM. <p>Nota bene : les installations sont à l'arrêt du 15 mai au 15 octobre.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Comme échangé avec l'exploitant, afin de lever les ANC restantes, l'exploitant devra : <ol style="list-style-type: none"> 1. Contacter les services préfectoraux du Bureau de l'environnement à la Préfecture de Haute-Vienne afin de déterminer les modalités d'actions permettant de clarifier le périmètre de l'installation et de demander le bénéfice de l'antériorité, 2. Mener les actions correctrices répondant aux ANC, 3. Effectuer le contrôle complémentaire par un organisme agréé à la suite.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Périmètre ICPE

Référence réglementaire : Autre du 26/01/2025
Thème(s) : Situation administrative, Changement d'exploitant
Prescription contrôlée : Récépissé du 04/04/1996 : mise en service d'une chaufferie courant 1996. Les chaudières possèdent un brûleur mixte et peuvent également être alimentées par du fioul en cas de besoin. L'installation comporte un groupe électrogène de 520 kW fonctionnant au fioul. La chaufferie est implantée en sous-sol tandis que le groupe électrogène et sa nourrice sont au rez-de-chaussée. Les 3 chaudières GUILLOT représentent une puissance thermique nominale de 5,87 MW : CH1 D2320 : 2,55 MW, CH2 ST1450 : 1,66 MW, CH3 ST1450 : 1,66 MW
Constats : Suite au contrôle périodique réalisé par l'APAVE le 14/12/2023, l'exploitant de la chaufferie déclaré dans le récépissé du 04/04/1996 était RCHVL (Réseau de Chaleur de l'Hôtel de Ville de Limoges). Le 26/01/2024, un changement d'exploitant a été opéré par la preuve de dépôt A-4-2LGUP2XUV. Le nouvel exploitant déclaré est LCES (LIMOGES CENTRE ENERGIES SERVCIES) et le nom de l'installation renommé en "CHAUFFERIE CENTRE-VILLE LIMOGES LCES". Un point d'attention particulier est à apporter au nouveau périmètre de cette installation qui diffère de la précédente. En effet, lors de la visite d'inspection, l'exploitant indique que le nouveau périmètre des installations ne comprend plus le Groupe Électrogène (GE) de 520 kW (non classé au titre des ICPE) qui relève de la charge et de la compétence de la VILLE DE LIMOGES. Par voie de conséquence, les NCM et ANC soulevées dans la version N°1 du rapport APAVE devront être portées, pour information, à la connaissance de la VILLE DE LIMOGES par l'exploitant. Par ailleurs, dans le cadre de l'extension du réseau de chaleur de la ville de Limoges, il est prévu que le "mini-réseau » de chaleur connecté à cette chaufferie et alimentant actuellement : les bâtiments administratifs de l'hôtel de ville de Limoges, la bibliothèque francophone multimédia (Bfm) et la faculté de droit et sciences économiques, soit connecté au projet de réseau de chaleur de Limoges. À cet effet, ne seraient, <i>a priori</i> , conservés à terme, en 2026 lors de la connexion à l'extension du réseau de chaleur que deux chaudières et la troisième en secours.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Les NCM et ANC soulevées dans la version N°1 du rapport APAVE relatives au groupe électrogène devront être portées, pour information, à la connaissance de la VILLE DE LIMOGES
Type de suites proposées : Sans suite